



Presse Internationale

mensuel – n°51 – septembre 2007 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Ce sur quoi ils sont d'accord à Val Duchesse...

p. 3

DROIT DE GRÈVE menacé dans les services publics



Venezuela

p.9

Réforme constitutionnelle
Situation de la classe ouvrière
Autonomie syndicale
Entreprises « socialistes »

Aussi dans ce numéro :

Edito : Leur crise... et nos problèmes p.2

Equateur :

Les deux visages de Rafael Correa p.15

Il y a 9 ans,

Sémira Adamu a été assassiné.

La lutte des sans-papiers continue

Participez aux mobilisations du 22 septembre

Nos réflexions sur la lutte des sans-papiers :

Pas de régularisation sans mobilisation p.6

Construire l'UDEP p.8

Angelica : NON aux centres fermés ! p.16



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Leur crise... et nos problèmes !

Près de trois mois après les élections législatives, la Belgique n'a toujours pas de nouveau gouvernement.

La coalition « Orange bleue » (CD&V-NVA/CDH – Open VLD/MR) capote... on parle de crise politique, voire de crise de régime.

L'histoire avait pourtant bien commencé pour la nouvelle coalition. Les futurs partenaires du gouvernement s'étaient entendus sur de nombreuses matières socio-économiques, et les travailleurs avaient de quoi largement s'inquiéter...

Voilà, en gros, le programme qui s'annonçait : réduction des « coûts salariaux » via de nouvelles baisses de charges sociales et de l'impôt sur les revenus, activation renforcée des chômeurs accompagnée d'une modification/dégradation de la notion d'emploi convenable, limitation dans le temps de l'octroi de l'allocation de chômage, nouvelle réforme du régime des pensions (permettant un accès à celles-ci uniquement sur base de la durée de carrière et non plus sur base de l'âge), généralisation à tous les travailleurs du pays du système d'épargne-temps,¹ nouvelles diminutions de l'impôt sur les sociétés, restrictions des dépenses publiques, extension du système des titres-services (avec, éventuellement, la possibilité pour les employeurs de remplacer les chèques-repas par des Titres-Services, ...).

La coalition s'était également prononcée contre toute régularisation collective des sans-papiers, pour l'augmentation des capacités d'accueil des centres fermés et une politique d'expulsion plus performante, ainsi que pour le durcissement des conditions imposées au regroupement familial.

Le patronat avait donc de quoi se réjouir. Et, face au blocage actuel, il réclame « un peu de bon sens » aux négociateurs car « *des mesures urgentes s'imposent pour faire face au défi du vieillissement (...)* [mais également] *en terme d'activation du marché du travail et d'immigration. Il nous faut un marché du travail plus souple (...)*. Le nouveau gouvernement devrait également « *revoir la législation sur le service minimum, en l'étendant au secteur public et en imposant la notion de proportionnalité*

des grèves ». ²

Comment, malgré ces convergences et l'enthousiasme du patronat, en est-on arrivé à cette « crise politique » ?

Les « tensions communautaires » ont pris le dessus sur l'unité programmatique qui dominait jusqu'alors. La classe dominante semble divisée. Avec une région comme la Flandre dont les indicateurs économiques la situent en tête du peloton des régions européennes, et une Wallonie qui, au contraire, apparaît comme « région sinistrée », les intérêts du patronat d'un côté et de l'autre de la frontière linguistique manifestent quelques rivalités, qui se manifestent au niveau politique et dans de nombreux partis, en instrumentalisant le « communautarisme ».

Dans ce contexte, la lutte des travailleurs, contre ce programme de destruction des droits et du système de solidarité sociale que le prochain gouvernement nous prépare, devrait s'effacer au nom de la lutte entre francophones et flamands. Ce que réussissent très bien les « revendications communautaires », c'est à diviser les travailleurs de ce pays, à faire croire que « leur problème », c'est l'autre, le chômeur wallon ou le pensionné flamand. La mise en œuvre du programme régionaliste (régionalisation de l'emploi, des conventions collectives de travail, de la sécu,...) vise avant tout à intensifier cette concurrence entre les travailleurs du Nord et du Sud, et à entraîner les régions dans une spirale au « mieux disant » pour attirer les entreprises (baisse des coûts salariaux, de l'impôt sur les bénéficiaires, ...).

Ne nous laissons pas avoir. **La « crise », c'est d'abord celle de la classe dirigeante et du patronat en Belgique. Les travailleurs ont plus que jamais besoin de leur unité pour faire face aux agressions qui se répètent, à travers tous les gouvernements qui se succèdent, contre leurs droits et les libertés syndicales.**

« Les travailleurs n'ont pas de patrie » disait déjà Marx, ils ont des intérêts de classe.

¹ Un jour de congé travaillé ou des heures supplémentaires non payées sont « épargnés » pour être récupérés par une absence occasionnelle ou pour finir la carrière plus tôt.

² « Un peu de bon sens, SVP », Le Soir, 4/09/07.

... et droit de grève

Le Tribunal du Travail de Nuremberg a interdit la grève des conducteurs de train de la Deutsche Bahn. En France, une nouvelle loi sur le service minimum dans les transports publics terrestres en cas de grève a été promulguée. Et en Belgique, à la fin du mois d'août, le coup de gueule du patron de Ryanair a servi une fois de plus à remettre le débat sur le service minimum sur la table. Voilà le chemin sur lequel la bourgeoisie européenne a décidé d'avancer. Cela se fait, bien entendu, au nom de la « défense des usagers », mais il s'agit bel et bien de défendre les intérêts financiers de ceux qui n'ont d'autre souci que d'extraire des bénéfices du « service public », sans trop se soucier « des usagers ».

Par le moyen de la grève, qui a pu s'imposer par une lutte tenace comme un droit, une multitude d'acquis ont été obtenus. En s'attaquant au droit de grève ça et là, dans certains secteurs, selon le contexte, les gouvernements européens créent les jurisprudences de demain, et tentent de préparer un terrain de « paix sociale » pour pouvoir détruire encore plus en profondeur le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs.

Ryanair, une trahison des dirigeants syndicaux

En qualifiant la grève du week-end du 15-17 juin qui a paralysé l'aéroport de Charleroi d'« injustifiée et illégale », Michael O'Leary, le patron de Ryanair a finalement obtenu des garanties sur la



continuité de ses affaires. Le 24 août, une déclaration d'intention a été signée dans laquelle les « partenaires » sanctionnent tout d'abord la grève du mois de juin, et dans laquelle ils s'engagent ensuite à respecter le pacte relatif à la privatisation des services de sécurité des aéroports wallons, qui était la cause de la grève de juin. De plus, cette déclaration précise que toute grève devra être annoncée au moins 48 heures à l'avance et que les départs des avions de Ryanair seront garantis.¹

Quels sont ces « partenaires » ? Non seulement la Région wallonne, par la main de André Antoine, ministre wallon de l'économie et du transport (CDH), et Philippe Courard (Fonction publique), mais **aussi les syndicats...** et en front commun ! La CSC-Services publics et la CGSP ont signé cette déclaration, au plus grand mépris des intérêts des travailleurs : mépris tout d'abord de la grève qu'ils sanctionnent, des conditions de travail à venir dans le cadre privé, et du droit de grève qui, dans les faits, sera dorénavant

sérieusement mis à mal sur le tarmac carolo.

Y a-t-il seulement eu une réaction à de la FGTB, qui s'est toujours prononcée contre le service minimum ?

Une propagande persistante pour le « service minimum »

Le cas de Ryanair est la dernière illustration de l'offensive patronale sur la question du droit et de la légitimité d'une grève, mais cela fait des mois que chaque occasion est bonne pour que gouvernement et patronat se fassent écho dans les médias pour tenter de nous convaincre qu'il est indispensable d'introduire un service minimum. Au printemps, la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) avait utilisé la grève à l'aéroport de Zaventem pour annoncer dans la presse que le « débat

sur le service minimum doit avoir lieu d'urgence ».² Depuis les grèves de la TEC durant la même période, André Antoine annonce sur son site que la réflexion doit porter « non seulement sur le service minimum au sein du transport public, mais aussi plus globalement sur l'ensemble des services essentiels dans le cadre des missions de service public et des missions d'intérêt général. »³ En mars, le groupe MR du parlement wallon avait mis une pétition en faveur du service minimum sur internet. Et cet été, l'informateur Reynders reprend le thème dans son rapport : « L'accès aux ports maritimes et aéroports doit être assuré en toutes circonstances. ». Quant à l'Open VLD, il estime qu'il ne faudrait pas limiter le service minimum au secteur public, mais l'étendre égale-

La nouvelle Loi en France

La loi sur le service minimum dans les transports publics terrestres, approuvée le 2 août par l'Assemblée nationale en France, prévoit :

- l'allongement du délai de préavis de grève, de 5 jours actuellement, qui peut aller jusqu'à 18 jours (art. 2),
- l'obligation aux salariés de se déclarer individuellement gréviste 48 heures à l'avance sous peine de sanction disciplinaire (art. 5),
- et l'organisation d'un vote secret parmi les employés si le mouvement de grève atteint huit jours, pour lequel seuls les employeurs peuvent en définir les conditions (art. 6).

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, qui présentait ce projet de loi, a précisé que le texte a « trois objectifs : éviter au maximum le recours à la grève, éviter la paralysie en cas de grève et éviter aussi l'absence d'informations aux usagers ».¹

Le délai fixé pour son entrée en vigueur est le 1er janvier 2008. Et cela doit se réaliser soit par des négociations devant aboutir à des conclusions d'accords cadre dans les entreprises ou dans les branches, soit de force par le gouvernement au-delà de cette date.

Le Premier Ministre a, d'ores et déjà, annoncé la volonté du gouvernement d'étendre le dispositif à l'Éducation nationale.

¹ www.assemblee-nationale.fr/13/cr-csdialogue/06-07/c0607002.asp

ment au secteur privé. Le service minimum serait partagé par tous et inéluctable, et s'il les « débats » n'aboutissent pas, la FEB préconise que « le gouvernement devra prendre des dispositions légales en vue d'imposer un service minimum ».4

La « défense des usagers »

On nous répète inlassablement que les voyageurs des transports publics (TEC, SNCB, aéroports, etc.) ne doivent pas être « pris en otage ! », ou encore, que « l'usager paie, le service doit lui être rendu ! », etc. On voudrait nous faire croire que le service minimum est indispensable, évident, normal, contre lequel seuls les irresponsables et les extrémistes se battent encore.

Ces arguments servent tout d'abord au gouvernement à décrédibiliser le mouvement de grève, à voiler les revendications des grévistes et à remettre toute la responsabilité des défauts de l'entreprise (publique) sur eux. Si otage il y a, n'est-ce pas le gouvernement qui prend en otage les passagers lorsqu'il décide délibérément, et à l'insu des voyageurs, de réduire les dotations des services publiques au mépris de la qualité du service rendu, ou l'employeur, comme Infrabel (gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire), lorsqu'il décide par exemple de sous-traiter les travaux sur les voies et que l'on y retrouve des intérimaires non formés au dangers que cela représente ? C'est bien

Gros salaires

Les administrateurs délégués des trois filiales du groupe SNCB (Holding, SNCB et Infrabel) sont classés 13, 14 et 15^{ème} plus gros revenus de Belgique, soit un total de 1.442.220 € par an, une moyenne de 40.000 € par mois chacun.

Knack, 30 mai 2007

contre le recul de ces conditions de travail - que les travailleurs connaissent bien et ne cessent de dénoncer - que ceux-ci partent en grève. D'ailleurs, lorsque les travailleurs décident de partir en grève contre une nouvelle mesure imposée, pourquoi ne pas exiger de suspendre la mesure jusqu'à arriver à un accord, et de garantir de cette façon la continuité de service aux usagers. Dans ce sens nous

Allemagne

La décision du tribunal de Nuremberg : une attaque brutale contre le droit de grève.

Une contribution de camarades de Berlin

Le 8 août dernier, le Tribunal du Travail de Nuremberg a interdit la grève envisagée par les conducteurs de train, aussi bien dans le transport des passagers comme dans celui des marchandises. Les juges étaient d'opinion qu'une grève nationale provoquerait un énorme préjudice à l'économie populaire

Le droit de grève a été acquis par des luttes très dures de la classe ouvrière. L'interdiction montre clairement de quel côté se trouve la Justice. Et elle montre surtout le vrai visage de la démocratie bourgeoise.

Pour le jugement en référé de Nuremberg, la menace du président de la Fédération Nationale des Industries Allemandes (BDI), Jürgen Thumann, était suffisante : « *Le transport ferroviaire est stratégique pour le fonctionnement de l'économie* ».

La mesure a provoqué des réactions critiques de secteurs du mouvement populaires et des spécialistes en droit du travail. Wolfgang Däubler, professeur de l'Université de Bremen, disait : « *De cette manière, il ne pourra y avoir des grèves en Allemagne que si personne n'en subit un préjudice et que tous les concernés s'en félicitent.* ».

Mais que se cache-t-il derrière cette interdiction ?

Une grève de courte durée ne serait pas un facteur de déstabilisation dangereux de l'économie. Beaucoup d'entreprises, comme Siemens, disent eux-mêmes qu'ils feront les livraisons par camion ou par bateau.

De plus, l'Allemagne est un des pays en Europe qui compte le nombre de jour d'arrêt pour grève le plus bas.

Pour nous, la bourgeoisie allemande cherche à infliger une grande défaite aux grévistes et veut intimider l'ensemble de la classe ouvrière. D'autre part, une grève d'envergure dans les Chemins de fer menacerait le processus de privatisation, dans lequel il s'agit de bénéfices gigantesques.

Défendre le droit de grève !

Le motif de la grève fut une juste revendication salariale. Actuellement, le salaire de base d'un machiniste est de 1.970,07 € brut par mois et le syndicat revendique 2.500 €. Il est bon de rappeler qu'un machiniste travaille jusqu'à 14 heures d'affilé, de nuit, le week-end, à Noël, et qu'il n'a droit qu'à 20 dimanches libres par an. D'autre part, les salaires des 8 membres les plus importants du Comité Directeur de la compagnie ferroviaire ont connu une augmentation de 62,5% l'année passée, ce qui élève leur salaire à 20 millions d'euros par an, et que le Conseil de Surveillance a triplé ses revenus pour arriver à 875.000 € par an !

Nous devons promouvoir des campagnes de solidarités, partout où c'est possible, et soutenir les grévistes par d'autres mesures. Sinon, ce n'est qu'une question de temps pour que d'autres syndicats soient confrontés avec la restriction de leurs droits.

**Solidarité avec les machinistes et leur syndicat !
A bas la répression et l'intimidation juridique !
Pour la liberté du droit d'organisation syndicale et de grève !
Contre la privatisation des chemins de fer !**

Berlin, le 19 août 2007.

pourrions impliquer plus les travailleurs, mais aussi les usagers, dans la gestion du service.

La grève, une confrontation de classe

La force de la grève est justement de se faire entendre, en tapant là où ça fait mal.

C'est bien en invoquant les préjudices beaucoup trop important sur l'économie allemande que le tribunal de Nuremberg a interdit la grève des conducteurs de trains de la Deutsche Bahn. C'est un véritable bras de fer, des deux côtés, si l'on nous impose une action, il doit y avoir réaction.

Un autre aspect de cette propagande sont ces grèves dites « sauvages » lorsqu'elles n'avaient pas été annoncées ou qu'elles se déroulent en dehors du cadre des syndicats. Ces grèves spontanées font aussi partie de ce rapport de force. A cette occasion, les passagers qui patientent se rappelleront que la grande majorité des retards sont dus à des problèmes de dysfonctionnements de service, dus au manque d'investissements publics, et ils n'auront plus qu'à espérer que cet arrêt de travail pourra enfin arranger les choses pour l'avenir. Les grévistes ont dans ce sens tout intérêt à informer les passagers, à justifier leur action, à appeler à la patience et leur solidarité.

Le discours patronal, gouvernemental et

des médias en général dit vouloir défendre les usagers, mais la politique qu'ils soutiennent est celle de la privatisation, celle de la Commission européenne avec des « service d'intérêt général », la politique où la notion de service offert au public est remplacée par la logique libérale de profit et de clientèle. Du point de vu des travailleurs, que ce soit les usagers ou ceux qui mettent en œuvre ce service, ils ont en fin de compte les mêmes intérêts : défendre le caractère publique de l'entreprise, défendre un service de qualité, sûr, et gratuit.

Pour ce faire, il faut pouvoir tout d'abord surmonter les obstacles idéologiques qui divisent la classe des travailleurs, lutter contre la propagande continue et commencer par retrouver une unité autour de la défense du droit de grève, contre l'instauration d'un service minimum. L'arrêt de travail est le moyen de revendication fondamental et essentiel de notre classe, notre meilleure arme pour nous imposer face au patronat et dans ce sens,

il doit et devra pouvoir s'exercer sans restrictions.

Dans ce combat, nous exigeons et nous vous invitons à exiger que les syndicats prennent dès à présent leurs responsabilités et organisent de manière conséquente la mobilisation la plus large et unitaire possible. De même que, face à la répression inévitable, on ne saurait jamais trop insister sur la défense des militants licenciés ou intimidés de quelconque manière suite à leurs actions dans la lutte. Sur base des faits, nous jugerons dans quelles mesures les dirigeants syndicaux sont prêts à défendre de tout leur poids ces libertés syndicales essentielles.

¹ L'Echo, 23.08.2007

² La Libre Belgique, 25.08.2007

³ www.andre-antoine.be

⁴ www.vbo-feb.be, communiqué 13.07.2007

LES DIRECTIONS SYNDICALES

En Belgique

En juillet, de manière extrêmement conciliante, la CSC-Services publics a proposé un pacte qui restreint le droit de grève, en quatre volets : « Les syndicats promettaient d'abord de ne faire grève qu'en dernier recours et de toujours déposer un préavis de grève au moins quelques jours avant le mouvement. Ensuite, pour chaque conflit urgent, les syndicats demanderaient un médiateur social au ministre de l'Emploi. En outre, un ministre devra également être désigné dans les conflits à portée politique afin qu'il puisse intervenir à ce niveau. Enfin, toujours suivant ce pacte, les autorités devront respecter leurs engagements. » Sans surprise, « La FEB accueille favorablement cette initiative du syndicat chrétien et espère que les autres syndicats se rallieront également à ce pacte. »²

En France

Les sept fédérations syndicales des cheminots (CGT – CFDT – FO – CFTC – SUD RAIL – UNSA – FGAAC) ont condamné le projet de loi sur service minimum et, le 31 juillet, ont organisé 70 rassemblements à travers la France, ainsi qu'un rassemblement devant l'Assemblée nationale, à Paris. Une délégation belge de la CGSP Cheminots s'est jointe au rassemblement de Lille, en solidarité.



« Le gouvernement prépare, au nom de la continuité du service public, nous dit la CGT, une offensive contre les acquis sociaux, en tentant au préalable d'affaiblir les moyens d'intervention de tous les salariés. »³

Début août, la CGT a indiqué son intention de reprendre les grèves à la rentrée. A la mi août, le deuxième syndicat derrière la CGT à la SNCF, SUD-Rail, s'est déclaré favorable à une action « nationale, unitaire, interprofessionnelle, forte » à la rentrée pour s'opposer « au vaste plan de casse sociale du gouvernement Sarkozy ». ⁴ SUD-Rail a également appelé les six autres fédérations de cheminots « à une rencontre au plus tard dans les premiers jours de septembre ».

¹ La Libre Belgique, 13.07.2007

² www.vbo-feb.be, communiqué du 13.07.2007

³ www.cgt.fr, communiqué du 16.08.2007

⁴ Les Echos, 14.08.2007

**Pour la défense de services publics de qualité, sûrs et gratuits
Solidarité des usagers avec les travailleurs du service
Pour la défense du droit de grève - Non au service minimum
Mobilisation unitaire et interprofessionnelle**

Pas de régularisation sans mobilisation : travailleurs avec et sans papiers, solidarité !

Les tergiversations autour de la formation du nouveau gouvernement ont des répercussions sur le mouvement des sans papiers. Dernièrement, l'UDEP (Union de DEFense des sans Papiers) a remis un Mémoire avec toutes ses revendications aux chefs de groupe de chaque parti, espérant ainsi que le gouvernement accepte ses critères de régularisation. Par cette démarche, l'UDEP veut faire entendre ses revendications, dans l'espoir que le futur gouvernement défende les intérêts des « sans papiers ».

Les partis politiques soi-disant « progressistes » (CDH-CD&V-NVA, PS-SPa, Ecolo-Groen) entretiennent les espoirs en se faisant passer pour les « gentils », ceux qui se battent contre les « méchants » libéraux qui refusent la régularisation. Ils se disent ouverts à discuter de critères de régularisation, critiquent les expulsions et les conditions de vie dans les centres fermés... Mais ne nous y trompons pas, ce discours leur sert pour conserver leur électorat et gagner la confiance des sans papiers pour qu'ils négocient au lieu de se mobiliser.

Car finalement, ils ne proposent que, au mieux, d'améliorer un peu la situation de certains « sans papiers », mais tous trouvent normal qu'il existe une catégorie de personnes sans droits.

Mais sans mobilisation, les revendications de l'UDEP ne seront pas acceptées par le gouvernement. Il faudra plus qu'un Mémoire pour obtenir des régularisations, il faudra une véritable pression du mouvement, une intensification des mobilisations.

Lutter pour la régularisation de tous les sans papiers

Jusqu'à présent, toutes les victoires du mouvement ont été obtenues grâce à la lutte, grâce à la construction d'un rapport de force pour faire plier le gouvernement. Et dans cette lutte, il faut que *tous* les « sans papiers », quelle que soit leur situation, soient unis autour de la revendication de « régularisation de *tous* les sans papiers ». C'est justement cette unité que le gouvernement redoute. C'est pourquoi il cherche, par tous les moyens et par l'intermédiaire de ses organisations (CIRE, FAM), à diviser les « sans papiers », en essayant de les convaincre qu'il faut être réaliste, que *tout le monde ne peut pas être régularisé*, et donc qu'il faut des critères clairs et permanents.



Manifestation lors de la grève générale
d'octobre 2005 avec le mot d'ordre :

« Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs ! »

Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs

Ce n'est pas parce que le gouvernement est « méchant » qu'il enferme et expulse des sans papiers, c'est juste parce qu'il est au service de la classe dominante. Nous vivons dans une société divisée principalement en deux classes :

- La première, l'écrasante majorité, est composée d'hommes et de femmes qui n'ont pas d'autre choix pour survivre que de travailler. Ce sont les travailleurs, avec ou sans emploi. C'est la classe qui produit toute la richesse.
- L'autre classe, la bourgeoisie, minoritaire, possède la majorité de la richesse et vit donc du travail des autres.

Pour nous, les « sans papiers » sont donc des travailleurs, qu'ils aient ou non un emploi.

Le gouvernement ne persécute pas les sans papiers parce qu'ils seraient « dangereux » ou « indésirables ». Mais il les réprime pour les intimider et les maintenir dans une situation de surexploitation au profit de la bourgeoisie. Le gouvernement, en refusant la régularisation de tous les sans papiers, défend clairement les intérêts de la bourgeoisie et du patronat. Et ce qu'il redoute par-dessus tout, c'est l'unité des travailleurs avec et sans papiers car, en étant unis, nous aurions une force énorme capable d'imposer nos revendications.

Il ne s'agit pas de parler le langage du gouvernement de peur que ces messieurs nous rient au nez ; mais bien de se battre ensemble contre la politique du gouvernement et du patronat, contre un ennemi de classe qui n'a aucun scrupule à réprimer pour défendre ses intérêts.



*LES SANS-PAPIERS SOLIDAIRES
AVEC LA DÉFENSE DE MARIA
VINDEVOGHEL AU TRIBUNAL
DU TRAVAIL*

Le CIRE, parmi d'autres organisations, affirme que la régularisation de tous les sans papiers n'est pas réaliste dans le système économique belge, sous-entendant que toutes les personnes régularisées dépendraient du chômage ou des allocations sociales ! Dans la logique du CIRE, il faut donc des critères, et il faudra bien enfermer et expulser certaines personnes... Cette analyse, en plus de diviser les sans papiers entre eux, est criminelle car cela signifie accepter que des personnes soient réprimées et exclues de la régularisation.

Pour nous, la lutte pour la régularisation de tous les sans papiers passe par une lutte implacable contre le système capitaliste, pour l'instauration d'une société où chacun aurait le droit de vivre où il le désire, une société qui répondrait aux besoins de chacun. Pour cela, nous, les travailleurs avec et sans papiers, nous devons nous unir et nous organiser ensemble. Ensemble dans nos luttes, grâce à l'unité de tous les travailleurs, avec et sans papiers, nous avons la force d'obtenir des victoires.

Aucune confiance dans les promesses du gouvernement, régularisation maintenant !
Non aux critères, papiers pour tous !
Unité de tous les travailleurs, avec et sans papiers !
Régularisation inconditionnelle de tous les sans papiers !

Construire l'UDEP

A partir des grandes mobilisations de fin 2005 - début 2006, les sans-papiers sont « sorties de l'ombre ».

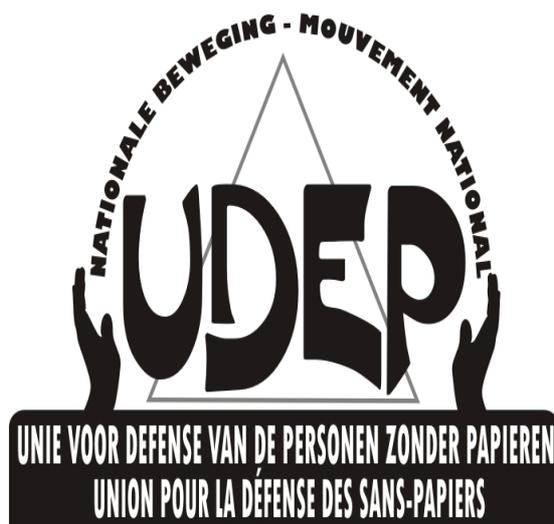
En septembre 2004, lors du sixième anniversaire de l'assassinat de Semira Adamu, différentes organisations avaient déjà organisé une manifestation importante à Bruxelles. Des militants de l'organisation des sans-papiers en France (Coordination Nationale des Sans-Papiers - CNSP) étaient présents et leur mot d'ordre de « régularisation immédiate et inconditionnelle » est scandé dans toute la manifestation.¹ Des contacts sont établis. Peu après, les sans-papiers de Belgique décident d'avoir leur propre organisation, avec la création de l'Union de Défense des sans Papiers - UDEP . En 2005, l'UDEP lance une campagne pour la syndicalisation des sans-papiers. « *Le fait d'être syndiqué nous rend plus fort, c'est déjà un pas vers la régularisation. Imaginez que 30.000 sans-papiers syndiqués nous permettent de faire un rapport de force et de dire au gouvernement : "Ce sont des travailleurs. Pourquoi vous ne les régularisez pas ?"* »² Des mobilisations sont organisées pour défendre les militants qui se profilent et qui, de

ce fait, subissent la répression. Un mot d'ordre central est omniprésent sur les calicots : « Régularisation de tous les sans-papiers ».

C'est après l'occupation de l'église Saint-Boniface que les mobilisations prennent de l'ampleur en 2006 : février, 3.500 personnes à Anvers, 10.000 à Bruxelles ;

sans-papiers dans l'ombre, et une illusion sur l'intervention de « parlementaires progressistes » prenait forme. Quand certains de ces parlementaires ne soutenaient même pas les sans-papiers lors des débats dans l'hémicycle, la désillusion commençait à se manifester, et quand il devenait clair que les « parlementaires »

étaient plus soucieux de leur image pour les élections que des intérêts des sans-papiers, le mouvement perdait sa force et la répression recommençait à montrer ses griffes. Des organisations gouvernementales comme le CIRE, qui en septembre 2005 soutenaient encore que « *Nous sommes opposés à l'existence même des centres fermés et à la pratique des expulsions* »,³ insistent maintenant sur la sélectivité des régularisations et sur le fait qu'il faudra bien des expulsions mais « plus humaines ». Il s'agit maintenant « *d'apporter des changements indispensables aux pratiques actuelles en matière d'enfermement et d'expulsion des étrangers [...] d'épargner certaines catégories de population comme les mineurs, les demandeurs d'asiles et les personnes vulnérables, [...] de ne pas permettre d'expulsion du territoire sans régularisation de tout le salaire.* »⁴



mai, 5.000 à Gand ; juin, 15.000 à Bruxelles. Toutefois, dans les mots d'ordre commençait à s'imposer une orientation de régularisation sélective, selon « des critères clairs et permanents », laissant l'exigence de la régularisation de tous les

Cette situation provoque une certaine crise dans l'UDEP, sur laquelle nous ne pouvons pas fermer les yeux. Mais la solution commence, de façon incontournable, par le constat que, plus que jamais, les sans-papiers **ont besoin de leur organisation**, qu'il faut avancer dans la construction de l'UDEP. Les sans-papiers ne peuvent pas mener leur lutte sans instrument propre et indépendant d'organisation, et le seul qu'ils ont, actuellement, est l'UDEP. Reste la question de savoir comment surmonter les difficultés.

Une première prémisse est l'orientation centrale de l'organisation : « régularisation de **tous** les sans-papiers ».

D'autre part, il n'y a pas moyen de surmonter les petites querelles de direction, si ce n'est en ayant en vu essentiellement



la mobilisation ensemble, dans la rue, pour avancer vers la création d'un rapport de force des sans-papiers.

Troisièmement, les sans-papiers ne peuvent se défendre qu'en union étroite avec leurs camarades avec papiers dans le monde du travail, car le but final, essentiel, des patrons et du gouvernement et

des partis politiques à leur service, est de maintenir coûte que coûte des travailleurs dans l'illégalité, afin de faire pression sur l'ensemble des salaires. Dans ce cadre, il faut récupérer l'orientation initiale de l'UDEP de promouvoir la syndicalisation des sans-papiers.

Et finalement, mais pas sans importance, le fonctionnement de l'organisation ne peut que prospérer moyennant l'exercice sans concession de la démocratie interne. Ceci implique aussi la défense sans relâche des militants et dirigeants poursuivis par la répression.

¹ L'Humanité du 27.09.2004

² Ali Guissé - interview dans PI32 -sept 2005

³ Communiqué de presse du 22.09.2005

⁴ Mémoire du 2007, adressé à l'Informateur - www.cire.irisnet.be

Anniversaires

COMMÉMORATION DE LA LUTTE DE SÉMIRA ADAMU

Le 22 septembre 1998, Sémira Adamu, une nigérienne de 20 ans, a été tuée par les gendarmes lors de sa sixième tentative d'expulsion. Sémira avait fui son pays pour échapper à un mariage forcé, et demandait ses papiers à l'Etat belge. La seule réponse qu'elle eut fut la violence et l'humiliation auxquelles elle a héroïquement résisté. Pour vaincre sa résistance lors de sa sixième tentative d'expulsion, les gendarmes l'ont violemment maintenue et étouffée selon la procédure, alors légale, nommée « la technique du coussin » (sic). En 2003, lors du procès des assassins de Sémira, la justice a montré de quel côté elle se plaçait en infligeant des peines dérisoires aux gendarmes responsables du crime, et surtout en blanchissant l'Etat en parlant de « bavure ». Cependant, l'Etat continue à expulser à tour de bras les sans papier en utilisant régulièrement la violence, comme ce fut le cas avec Sémira.

En ce mois de la commémoration de sa lutte, notre attention devra se tourner vers les victimes de la répression du gouvernement envers les « sans papiers ». Depuis plusieurs années, un combat s'est engagé contre la politique brutale du gouvernement. La lutte de Sémira Adamu, symbole de ce combat, doit nous donner le courage de lutter sans relâche contre la politique criminelle du gouvernement et pour la régularisation de tous les sans papiers.

**Sémira, on ne t'oublie pas ! Sémira, on continue ton combat !
Non aux expulsions ! Suppression des centres fermés !
Régularisation de tous les sans papiers !**

Trotsky assassiné sur ordre de Staline en août 1940

Trotsky est mort le 21 août 1940 au Mexique, victime d'un attentat commandé par Staline. Quelques mois avant, il avait écrit (« à publier après ma mort ») :



[...] Pendant quarante-trois années de ma vie consciente je suis resté un révolutionnaire; pendant quarante-deux de ces années j'ai lutté sous la bannière du marxisme.

Si j'avais à tout recommencer, j'essaierais certes d'éviter telle ou telle erreur, mais le cours général de ma vie resterait inchangé. Je mourrai révolutionnaire prolétarien, marxiste, matérialiste dialectique, et par conséquent intraitable athéiste. Ma foi dans l'avenir communiste de l'humanité n'est pas moins ardente, bien au contraire elle est plus ferme aujourd'hui

d'hui qu'elle n'était au temps de ma jeunesse.

Natacha vient juste de venir à la fenêtre de la cour et de l'ouvrir plus largement pour que l'air puisse entrer plus librement dans ma chambre. Je peux voir la large bande d'herbe verte le long du mur, et le ciel bleu clair au-dessus du mur, et la lumière du soleil sur le tout. La vie est belle. Que les générations futures la nettoient de tout mal, de toute oppression et de toute violence, et en jouissent pleinement.

Coyoacan, le 27 février 1940.

L. TROTSKY.



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°132 - août 2007 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Venezuela

Réforme Constitutionnelle

Avancée vers le socialisme ou avancée du contrôle et de la répression de la part du gouvernement sur le mouvement de masses ?

Il y a quelques jours, le président du Venezuela, Hugo Chávez, a présenté à l'Assemblée Nationale (le parlement) un projet de réforme de la constitution de 1999 (celle approuvée au début de son premier mandat). Si l'Assemblée lui accorde son soutien (ce qui est garanti, étant donné la majorité absolue des députés chavistes), la nouvelle constitution serait finalement approuvée par un plébiscite.

Le texte inclut plusieurs articles sur « les objectifs sociaux de la production » et le droit de l'Etat d'intervenir dans le processus économique, et définit la création d'organismes appelés de « pouvoir populaire ». Il incorpore aussi le droit de réélection illimitée pour le poste de président, jusqu'à présent limité à deux mandats.

Comme c'est le cas avec chaque mesure d'une certaine importance adoptée par le gouvernement de Chavez, celle-ci a aussi donné lieu à une intense polémique. Dans un extrême, l'opposition de droite, plusieurs gouvernements latino-américains et l'impérialisme l'ont critiquée comme étant un pas de plus vers l'installation d'une « dictature personaliste ». Dans la bouche de ces personnages de la bourgeoisie et de l'impérialisme, la « défense de la démocratie » et la préoccupation pour les droits du peuple vénézuélien sont une totale hypocrisie.

Dans l'autre extrême, ceux qui soutiennent le gouvernement de Chavez affirment que la nouvelle constitution renforce « la marche vers le socialisme du 20^{ème} siècle » et que, dans cette marche, il est inévitable de toucher à des intérêts et de restreindre les libertés de ceux qui défendent ces intérêts lésés.

Toutefois, cette dernière position néglige un concept élémentaire : il ne peut y avoir aucune marche vers le socialisme qui n'aie la classe ouvrière et le peuple comme protagonistes ainsi que la défense des intérêts et l'amélioration des conditions matérielles de vie de ceux-ci comme objectif.

Autrement dit, **la construction du socialisme ne peut être possible que si elle est faite par et pour la classe ouvrière et le peuple.**

Si nous analysons en profondeur la réalité vénézuélienne actuelle, du point de vue des intérêts ouvriers et populaires, nous voyons qu'aucun de ces deux prémisses clef n'existe. Le Venezuela est toujours un pays capitaliste et la bourgeoisie continue à contrôler le pouvoir politique et économique à travers un secteur de cette classe, la soi-disant *bourgeoisie bolivarienne* qui se manifeste dans le gouvernement chaviste.¹

C'est pourquoi, toutes les mesures et politiques du gouvernement chaviste (y compris celles qui peuvent apparaître comme plus « progressistes ») sont, en dernier ressort, destinées à défendre les intérêts de la bourgeoisie, contre la classe ouvrière et le peuple.

De ce point de vue de classe, **la nouvelle constitution, loin de représenter un pas dans la « marche**

vers le socialisme », représente un pas de plus dans l'avancée accélérée du processus de contrôle de plus en plus totalitaire des libertés démocratiques dans le pays, par le gouvernement de Chavez. Cette avancée n'est pas dirigée essentiellement contre la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme (même si elle peut parfois les affecter partiellement, avec l'une ou l'autre mesure comme celle de la fermeture de la chaîne de télévision RCTV), mais contre les travailleurs et le peuple vénézuélien.

Que représente le gouvernement de Chavez ?

Dans plusieurs éditions antérieures de *Courrier International* nous avons défini le gouvernement de Chavez comme « bonapartiste sui generis »,² c'est-à-

dire comme un gouvernement qui représente un secteur de la bourgeoisie d'un pays arriéré qui cherche à s'appuyer sur le mouvement de masses pour essayer de compenser sa faiblesse face à l'impérialisme, et pouvoir ainsi négocier une marge un peu plus grande d'« indépendance ». En général, ce type de gouvernement s'appuie sur l'armée, dirigée par un « chef » militaire qui impose ses décisions sans aucun type de participation réelle des secteurs ouvriers et populaires. De là son nom de « bonapartisme », en référence à Napoléon Bonaparte.

Mais en s'appuyant sur la mobilisation des masses, ce secteur bourgeois est conscient du fait qu'il « joue avec le feu » parce qu'il existe un sérieux danger que cette mobilisation déborde vers un processus révolutionnaire indépendant, qui rompt le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi il a, en même temps, la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur ces masses et de construire des « digues de retenue » pour éviter ce débordement.

Le gouvernement de Chavez, renforcé par la défaite des tentatives putschistes de 2002 et par ses triomphes électoraux continus, est entré dans une phase destinée à fortifier son caractère bonapartiste et ce contrôle de fer sur le mouvement de masses. Ce n'est qu'en ayant sous les yeux ce panorama que l'on peut comprendre à fond la véritable signification de ses récentes mesures et politiques.

Faisons un récapitulatif

Pour étayer ce concept, faisons un récapitulatif de quelques unes de ces mesures :

Approbation de « pleins pouvoirs ».

L'année passée, l'Assemblée Nationale a approuvé la concession des « pleins pouvoirs » à Chavez pour gouverner. Il n'y avait aucune raison pour justifier cette mesure puisque le gouvernement a une majorité absolue dans le Parlement et peut approuver les lois qu'il veut. Cela a tout simplement été une manifestation de discipline envers le « chef ».

La formation du PSUV.

Ce parti est en train de se construire comme un outil politique typique d'un gouvernement bonapartiste, en utilisant tout le poids de l'appareil de l'Etat pour obtenir des millions d'affiliations, avec de fortes pressions sur les travailleurs du secteur public, menacés de perdre leur emploi, avec de l'argent pour acheter des dirigeants syndicaux et du mouvement de masses, etc. Avec cet outil, Chavez peut exercer un contrôle beaucoup plus dur sur le mouvement de masses à partir de l'appareil de l'Etat et, en même temps, discipliner ver-

ticale dans cette structure tous les cadres du mouvement qui le soutient et qui est encore assez hétérogène et dispersé dans plusieurs organisations aujourd'hui.³ Rappelons que ceux qui ne veulent pas entrer au PSUV, même s'ils ont combattu contre les putschistes et la droite durant toutes ces années, ont été qualifiés par Chavez de « contre-révolutionnaires ». De fait, le PSUV n'est nullement une nouveauté historique. Des mouvements politiques comme le péronisme argentin, le PRI mexicain ou le nationalisme arabe ont créé des partis semblables, durement disciplinés au "chef" bourgeois (Perón, Cardenas, Nasser, etc.).

La fermeture de la chaîne RCTV.

La fin de la concession de cette chaîne de télévision et son incorporation au réseau gouvernemental des moyens de communication a donné lieu à une intense polémique. La LIT-QI s'est opposé à cette mesure, en alertant qu'en dernier ressort, elle était dirigée contre la liberté d'expression de la classe ouvrière. Cette prise de position a fait l'objet de très dures attaques de la part de plusieurs courants de gauche, qui s'appuyaient sur le caractère putschiste et réactionnaire des anciens directeurs de la chaîne. Ce débat devient aujourd'hui clairement plus concret. Récemment, plusieurs luttes ouvrières ont été durement réprimées par le gouvernement et tous les moyens de communica-

tion gouvernementaux, y compris TVES (ex RCTV), ont passé les faits sous silence et fait taire la voix des travailleurs en lutte. La question à laquelle il faut alors répondre est très simple : avec cette mesure, la liberté de presse de la classe ouvrière a-t-elle ou pas augmenté ?

La nouvelle constitution

Voyons maintenant la nouvelle constitution. Nous avons déjà dit qu'elle

introduit un article qui permet la réélection indéfinie du président. Mais ce critère n'est pas appliqué pour les gouverneurs et les maires. C'est-à-dire, il est fait à mesure pour Chavez.

On pourra fait valoir que cette mesure est dirigée contre des gouverneurs comme Jorge Rosales, de la province de Zulia, ancien candidat présidentiel et principale figure de l'opposition de droite, pour affaiblir sa base d'appui. Nous ne partageons pas ce critère : dans un régime, nous défendons que seul le peuple vénézuélien a le droit de décider quel gouverneur ou maire doit continuer à gouverner ou non. Dans un véritable Etat ouvrier en marche vers le socialisme, toutes les fonctions et mandats de gouvernement se-



raient révocables par les assemblées populaires ou un autre mécanisme de démocratie ouvrière.

Mais, en outre, cet article du projet de Constitution est aussi dirigé contre des gouverneurs et des maires de partis alliés du gouvernement national qui ont refusé d'entrer au PSUV. C'est le cas du gouverneur de Sucre, Ramón Martínez, de Podemos, que le gouvernement national a déjà commencé à attaquer publiquement.

Dans d'autres articles de cette édition, nous analysons comment les références aux « objectifs sociaux de la production », à la création d'« entreprises socialistes » et d'organismes de « pouvoir populaire » sont de la rhétorique pure et ne font que cacher, d'une part, les tentatives d'expansion économique de la « bourgeoisie bolivarienne » et, d'autre part, de nouvelles formes de contrôle et de musellement du mouvement de masses, totalement associées au gouvernement.

Nous réitérons que, selon nous, le socialisme ne peut être construit que par et pour la classe ouvrière et le peuple, ce qui veut dire que le chemin vers une économie socialiste et la création d'organismes de pouvoir populaire ne peut être authentique que s'il se base sur un processus autonome de mobilisation et d'organisation démocratique des travailleurs et du peuple. Aucun Etat bourgeois, moins encore un Etat avec un régime bonapartiste, ne peut être le constructeur des véritables organes de pouvoir ouvrier et populaire. Comme disait Karl Marx : « *La libération des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

C'est pourquoi, en accord avec son caractère bourgeois, le gouvernement de Chavez attaque, avec des

moyens légaux, politiques et même physiques, toute expression de cette mobilisation et organisation autonomes, comme les grèves et les mobilisations pétrolières, le contrôle ouvrier de Sanitarios Maracay ou l'« autonomie » de l'UNT, pour les mettre en échec ou les contrôler.

A partir de là une conclusion très claire s'impose : la mobilisation et l'organisation authentiques des travailleurs et du peuple vénézuéliens ne pourront se développer qu'en combattant de manière indépendante pour leurs revendications, tant immédiates qu'historiques. Cela implique le combat contre le gouvernement de Chavez et sa politique, y compris ce nouveau projet de Constitution.

¹ L'expression suprême de cette bourgeoisie bolivarienne est Diosnado Cabello, gouverneur de la province Mirador et chef du Commando National du MVR (l'organisation politique du chavisme avant le PSUV). Dans un rapport qui a circulé par plusieurs moyens de communication, l'année passée, le vieux combattant vénézuélien Domingo Alberto Rangel dénonce que Cabello « *a acquis, par le biais de prête-noms, l'entreprise de conditionnement Eveba en Cumaná, les entreprises industrielles qui ont appartenu aux groupes Sosa Rodriguez et Montana, aujourd'hui dissous, trois banques commerciales, plusieurs compagnies d'assurance (...)* voilà la vérité. »

² Bonapartiste un peu spécial. Cette caractérisation a été utilisée par Léon Trotsky pour définir le gouvernement de Lázaro Cárdenas et le système de pouvoir du Mexique, dans les années trente.

³ Ces organisations sont le MVR (Movimiento Quinta República, le chavisme officiel); PPT (Patria Para Todos, une rupture de Causa R); Podemos (une rupture du MAS); la UPV de Lina Ron (une sorte de dirigeante 'piquetera' vénézuélienne); le Parti Communiste Vénézuélien et même le Parti de la Révolution et le Socialisme.

La situation de la classe ouvrière

Nous avons soutenu que l'attaque aux libertés démocratiques est dirigée, en dernier ressort, contre les



travailleurs et le peuple. Nous devons partir du fait que les conditions de vie des masses n'ont connu aucune amélioration importante pendant le gouvernement de Chavez, en dépit du fait que, depuis quatre ans au moins, le pays reçoit des recettes pétrolières beaucoup plus importantes et que l'économie croisse à bon rythme.

Plus de la moitié de la population active continue à survivre grâce à des occupations informelles comme la vente de porte à porte ou le transport improvisé. Ceux qui ont un emploi comme salarié n'en sont pas pour autant mieux lotis. Le salaire minimal perçu par la plupart des travailleurs est de 250 dollars par mois, ce qui ne permet pas de couvrir les besoins de base en alimentation, et encore moins toutes les dépenses élémentaires d'une famille, évaluées à 700 dollars par mois. Les secteurs qui gagnent un peu plus (comme les travailleurs pétroliers spécialisés) peuvent recevoir 500 ou 600 dollars. Les conditions de travail sont désastreuses, spécialement dans les usines manufacturières ou dans les raffineries, qui n'ont réalisé aucun investissement de base depuis longtemps. En même

temps, dans la plupart des secteurs, cela fait des années que des négociations de convention collective n'ont pas eu lieu.

Avec toi, je ne discute pas, avec le « putschiste », oui...

Tout ceci a donné lieu à une forte vague de luttes pour des salaires, des conditions de travail et la négociation de conventions collectives ; une vague totalement oubliée, tant par la presse « démocratique » du continent que par les moyens de communication gouvernementaux. Outre les cas que nous analysons dans ce *Courrier*, il y a aussi eu des conflits récents à Sidor (la grande entreprise sidérurgique de la province de Bolivar) et à Toyota de Cumaná (Sucre).

Face à ces luttes, le gouvernement prétend choisir avec qui négocier les nouvelles conventions. Dans le cas des pétroliers de PDVSA par exemple, il prétendait le faire avec les anciens « dirigeants » putschistes de la fédération de la CTV,¹ totalement répudiés par les travailleurs. Une forte mobilisation a empêché cette manœuvre.



Quand les luttes ouvrières débordent, c'est la fin des « bonnes manières » et des manœuvres du gouvernement et la répression directe apparaît. Cela a été le cas avec les travailleurs de Sanitaires Maracay dans la province d'Aragua (voir article). C'est aussi le cas avec les pétroliers de Zulia (occident du pays), dont la manifestation a été durement réprimée par la Garde Nationale, avec un solde de plusieurs blessés et de quatre pétroliers emprisonnés, tout cela sous une pluie d'accusations gouvernementales d'être des « saboteurs ». Dans ces cas, le « masque socialiste » du gouvernement de Chavez tombe et son caractère bourgeois se dévoile cruellement.

Les attaques à l'« autonomie syndicale »

Les attaques à l'« autonomie syndicale », c'est-à-dire les attaques à l'indépendance des syndicats et des centrales face à l'Etat et au gouvernement, sont un autre aspect central de l'actuelle politique du gouvernement chaviste. Chavez lui-même, dans un

Les travailleurs du secteur public

Cela peut paraître contradictoire pour ceux qui défendent l'idée de la « marche vers le socialisme » sous ce gouvernement, mais ce sont les travailleurs du secteur public (1.200.000 en total) qui souffrent le plus des conséquences de cette politique du gouvernement. Près de la moitié perçoivent le salaire minimal. Dans tous les départements et ministères, la convention collective est périmée depuis longtemps : le comble est la situation... au Ministère du Travail, avec seize ans sans négociation.

Ici aussi, le gouvernement veut choisir avec qui négocier. Une des deux fédérations syndicales, liée aux anciens « dirigeants » putschistes, a été reçue par le Ministre du Travail, José Ramos Rivero, et a demandé 40% d'augmentation (un chiffre en dessous de l'inflation des quatre dernières années). L'autre fédération a réclamé 60%, ainsi que le paiement d'une bonification rétroactive, pour compenser une partie des pertes subies. Quand cette dernière allait présenter sa proposition, son dirigeant, Marco García, s'est vu annoncer que les fonctionnaires du ministère avaient reçu l'interdiction de le recevoir.

Face à cette situation, un noyau de dirigeants syndicaux du secteur a occupé une partie des installations du ministère, en exigeant qu'on discute cette dernière proposition ainsi que la destitution du ministre. Après une situation tendue, où on leur a coupé l'alimentation en eau et électricité et où ils ont reçu des menaces et des agressions de l'organisation Tupamaros (la troupe de choc du gouvernement), les dirigeants ont été délogés.

Ce cas des travailleurs du secteur public résume trois des piliers de la véritable politique du travail du gouvernement de Chavez : salaires misérables, non-reconnaissance des représentants syndicaux réels et tentative de négocier avec des « dirigeants » fantômes et putschistes et, comme tableau de fond, la répression des luttes et de leurs dirigeants.

Il s'avère évident que, dans la mesure où ces luttes ouvrières croissent, la répression gouvernementale contre les travailleurs croîtra en même temps.

¹ Central de Trabajadores Venezolanos, la centrale historique du pays, fondée en 1930. Sa direction a toujours eu des liens très forts avec le parti bourgeois Acción Democrática (AD). Après son soutien au putsch de 2002 et au boycott économique des entrepreneurs contre le gouvernement de Chavez, la Centrale s'est divisée et beaucoup d'organisations, de courants et de dirigeants l'ont abandonné pour fonder, peu après, la UNT.

discours du mois de mars de cette année, a affirmé « qu'il faut en finir avec cette histoire de l'autonomie syndicale ».

La question de l'« autonomie » se réfère aujourd'hui, en premier lieu, au destin de l'UNT (Union

Nationale de Travailleurs), apparue en 2003 par la faillite de la vieille CTV lors de l'attitude putschiste de celle-ci. Bien que l'UNT et les courants qui l'intègrent aient toujours revendiqué le « processus bolivarien », plusieurs d'entre eux (spécialement le courant CCURA) ont revendiqué la nécessité de leur « autonomie » face au gouvernement et aux patrons.

La politique du chavisme est que l'UNT se subordonne au PSUV, qui est en train de s'articuler comme le « bras politique » du gouvernement. Chavez propose donc que la direction de l'UNT soit préalablement définie dans le PSUV et par après seulement « choisie » dans l'UNT. Toutefois, quatre des cinq courants internes de l'UNT ont rejeté cette proposition et ont décidé, dans une récente réunion plénière de quelque mille activistes, de convoquer à des élections cette année, sans attendre l'« approbation » du gouvernement, ce qui veut dire, dans les faits, une décision « autonome ».

Le seul courant qui s'est opposé à cet accord a été la FSTB (Force Socialiste Bolivarienne de Travailleurs), liée au ministère du Travail. Son principal dirigeant, le député Oswaldo Vera, apparaît dans les meetings du PSUV comme « représentant » de l'UNT, bien qu'aucun organisme de la centrale ne l'ait désigné comme tel. Vera a durement attaqué l'accord de convoquer à des élections. Comme l'a dénoncé Orlando Chirino (dirigeant de la CCURA et un des coordinateurs nationaux de l'UNT) : « *Je pense que les déclarations d'Oswaldo Vera sont la réponse 'officielle' du haut gouvernement contre les efforts pour réunifier la Centrale* ». Chirino a ajouté que cette réponse est destinée à

l'imposition d'office des candidats ou à diviser la centrale », en promouvant la désaffiliation (www.aporrea.org, 03/08/2007).

La LIT-QI rejette toute tentative du gouvernement de Chavez de concocter qui doivent être les « représentants » des travailleurs. Nous défendons le droit de l'UNT de réaliser ses élections internes, sans interférence du gouvernement. Nous revendiquons la nécessité que l'UNT avance sur le chemin d'être une centrale totalement « autonome » des patrons et, spécialement, du gouvernement, ce qui ne pourra être obtenu qu'avec le respect le plus absolu de la démocratie ouvrière en son sein.

Toutefois, il est nécessaire de tirer toutes les conclusions de ces faits. Le gouvernement de Chavez n'est pas prêt à tolérer la moindre « autonomie » de l'UNT, ni même le droit élémentaire de choisir librement sa direction. Si l'UNT n'entre pas dans les rangs, la politique de Chavez est d'essayer de la diviser et de la détruire.

Il est dès lors clair que Chavez et son gouvernement sont totalement opposés à toute expression de démocratie ouvrière. Que pouvons-nous alors attendre des organismes d'un « pouvoir populaire » hypothétique, inclus dans le projet de la nouvelle constitution, qui seront téléguidés directement depuis les ministères, les gouvernements et les maiors ? Même si certains d'entre eux peuvent recevoir le nom trompeur de « soviets » (par lequel on essaye d'associer ce projet avec la Révolution russe de 1917), le véritable objectif sera celui de contrôler les travailleurs et, en même temps, d'utiliser ces organismes comme armes pour détruire les processus plus authentiques d'organisation, comme l'UNT.

Et les « entreprises socialistes » ?

Le cas de Sanitarios Maracay

Le projet de nouvelle constitution vénézuélienne comprend plusieurs articles qui parlent des « objectifs sociaux de la production », du droit de l'Etat d'intervenir dans l'économie et d'exproprier des secteurs qui sont considérés comme « stratégiques », ainsi que de la création d'« entreprises socialistes ».

Il est certain que cette partie du texte augmentera l'enthousiasme de ceux qui soutiennent le gouvernement de Chavez, considérant qu'il s'agit d'un pas en avant dans la « marche vers le socialisme ». Toutefois, si nous le confrontons à la réalité, nous voyons que cet enthousiasme n'a aucune justifica-

tion.

D'abord, Chavez lui-même a déclaré que toute entreprise productive nationale ou étrangère aura sa place dans le « socialisme du 20^{ème} siècle ». Cela ressemble fort à un capitalisme avec un certain degré d'intervention étatique. C'est ce qui a été démontré durant ces années de gouvernement, où les bourgeoisies nationale et étrangère continuent à faire de grandes affaires dans les secteurs pétrolier, automoteur, bancaire, etc., alors que les dures conditions de vie des travailleurs et du peuple ne changent pas.

Mais si quelque chose montre bien le caractère de « publicité

socialiste trompeuse » de ces articles, c'est le cas de Sanitarios Maracay, une importante entreprise de la ville homonyme (capitale de la province d'Aragua), fondée il y a 47 ans.

Fatigués de supporter les abus permanents de leur propriétaire, Alvaro Pocaterra (un homme très lié aux vieux politiciens d'Action Démocratique et promoteur du putsch de 2002), les 800 travailleurs ont réalisé, au cours des dernières années, plusieurs luttes pour le paiement des salaires et l'observation de clauses de la convention collective.

Face à cela, les patrons ont réalisé une vieille manœuvre dans



leur tentative de mettre en échec les travailleurs : en 2006, ils se sont retirés de l'entreprise et ont annoncé sa fermeture. Les travailleurs ont occupé l'usine, décidé d'assumer le contrôle de l'entreprise et maintenu sa production. Depuis lors, ils réclament au gouvernement l'accomplissement de ce que Chavez lui-même a annoncé il y a des années (« *entreprise fermée par les patrons, entreprise ouverte par le gouvernement* »). C'est pourquoi ils réclament que le gouvernement exproprie et étatisé l'entreprise pour qu'elle continue à fonctionner sous le contrôle de ses travailleurs.

Toutefois, loin d'accomplir cette promesse, et anticipant le supposé esprit « socialiste » de la nouvelle constitution, le gouvernement a fait tout son possible pour casser la lutte de ces travailleurs et pour que l'usine retourne aux mains de ses anciens propriétaires.

Les représentants du ministère du Travail leur ont dit que « *le mieux qu'ils puissent faire est d'accepter la vente de l'entreprise et percevoir les indemnisations* ». En même temps, comme le dénonce Orlando Chirino dans le reportage déjà cité, le gouvernement national a besoin de produits sanitaires pour les 18.000 loge-

ments du Programme Petrocasa. Mais il a choisi de les commander à d'autres entreprises, dont beaucoup sont la propriété de chefs d'entreprise putschistes de 2002, au lieu d'acheter la production sous contrôle ouvrier de Sanitarios Maracay, bien qu'elle ait une très bonne qualité et des bas prix.

Comme si tout ceci n'était pas suffisant, les travailleurs ont aussi subi la répression gouvernementale. Fatigués du manque de réponse à leurs réclamations, ils ont décidé d'aller à Caracas, le 24 avril dernier. Leurs omnibus ont été durement réprimés sur le chemin par la police du gouverneur d'Aragua, Didalco Bolivar, et par des bataillons de la Garde Nationale. Ce fait a été à l'origine d'une grève régionale combative de cet état, en mai dernier, en solidarité avec eux et en exigeant la destitution du gouverneur.

C'est pourquoi, nous ne devons pas nous tromper. Le gouvernement de Chavez et les intérêts de la « bourgeoisie bolivarienne » peuvent arriver à nationaliser des entreprises comme la CANTV et Electricidad de Caracas, en achetant ses paquets actionnaires. Mais ce qu'il ne va jamais faire, c'est promouvoir un processus d'expropriation généralisée de la bourgeoisie nationale et des propriétés

de l'impérialisme dans le pays, ni développer le contrôle des travailleurs dans les entreprises nationalisées.

Cela a été clairement démontré dans la façon dont fonctionnent aujourd'hui ces entreprises nationales ou nationalisées, comme PDVSA ou CANTV, dirigées par la « bourgeoisie bolivarienne » sans aucune possibilité des travailleurs de contrôler leur fonctionnement. Moins encore le gouvernement chaviste va-t-il promouvoir la mobilisation généralisée de la classe ouvrière et du peuple pour faire avancer ce processus.

C'est pourquoi, quand apparaît un exemple authentique de contrôle ouvrier et de mobilisation pour l'expropriation d'une entreprise, comme celui de Sanitarios Maracay, le gouvernement de Chavez l'attaque et le réprime au lieu de le soutenir et de le montrer comme un exemple à suivre.

Ses discours et le texte du projet de la nouvelle constitution peuvent être pleins de références au « socialisme ». Mais une fois dégagée l'emballage rhétorique, sa politique réelle n'a rien à voir avec les intérêts et les nécessités des travailleurs, mais beaucoup avec ceux des bourgeois comme Álvaro Pocaterra.



Répression violente contre les travailleurs de Sanitarios Maracay sur l'autoroute Caracas- Maracay, le 24/04/2007 (Photo du journal El Municipio)

Les deux visages de Rafael Correa

Le président de l'Equateur a condamné à juste titre l'emprisonnement de deux équatoriennes en Belgique, Ana Cajamarca, ainsi que sa fille Angélica dont nous reproduisons l'émouvante lettre envoyée à la presse belge. Ce que ni Rafael Correa, ni son épouse belge n'ont mentionné, c'est le sort réservé aux Equatoriens dans leur pays, quand ils s'opposent aux multinationales qui pillent les ressources minières. Le ton miséricordieux de circonstance cache mal une politique décidément pro-impérialiste du gouvernement équatorien.

Il y a quelques années, des concessions ont été octroyées à des multinationales - Lower Mineral Exploration, Billinton, Corriente Resources Inc. - pour s'emparer d'un butin de 700 tonnes d'or, 1.600 tonnes d'argent et 1.500.000 tonnes de cuivre du sous-sol équatorien,¹ sans compter les 246 concessions de minéraux non-métalliques dans la province de Morona Santiago. Extraire toute cette richesse requière de l'énergie, qui devrait être fournie par Hydroabanico, une usine hydroélectrique sur le fleuve Abanico, en construction à Morona Santiago depuis 2002. Les eaux de l'Abanico ont été déviées à cet effet, sans se soucier des intérêts des habitants de la région et avec des conséquences dévastatrices sur le milieu.

Les habitants du district de Limon Indanza et de toute la province de Morona Santiago se sont organisés pour s'opposer à ce projet. Le 1 novembre 2006, ils chassent la Lower Mineral Exploration, propriétaire de 35.000 ha à Huarin (à 45 km de Limon). D'autres affrontements suivent. Le 6 mars 2007, une marche pacifique « Pour la dignité et la vie » est organisée devant l'entreprise pour exiger que Sipetrol et Hydroabanico respectent au moins certains accords signés avec le gouvernement. Ils sont mitraillés par des agents d'Hydroabanico qui se trouvent à

l'intérieur. Écoutons Tarquino Cajamarca Mariles, conseiller communal de Limon Indanza : « *Au milieu de l'attaque, la camarade Aida Astudillo a été blessée au bras. Nous demandions à la police de freiner l'attaque, mais ils ne l'ont pas fait en alléguant 'que la sous-station est propriété privée et qu'ils ne peuvent pas intervenir'. Après minuit, nous démolissons les portes des installations et nous faisons face, corps à corps, aux employés en laissant ainsi plusieurs blessés des deux côtés. Non contents de cela, les employés de Hidroabanico se sont adressés à ma maison, ainsi qu'à celles d'autres camarades dirigeants et activistes pour essayer de nous lyncher.* »²

Par la suite, les villageois sont aussi victimes de la persécution judiciaire du gouvernement de Rafael Correa. Franklin Reinoso Ruiz, Aida Astudillo Duran, Marco Ochoa Duran et Tarquino Cajamarca Mariles sont accusés de « sabotage ». Ils font l'objet d'un ordre de « emprisonnement préventif », qui peut durer de 3 à 5 ans, le temps que dure le procès, et ils risquent plusieurs années de prison en plus s'ils sont condamnés.

Face à cette attaque de criminalisation de la lutte du peuple équatorien, une campagne internationale d'organisations syndicales, sociales et politiques s'impose pour exiger :

Le retrait immédiat de l'ordre d'emprisonnement préventif contre les camarades et la sortie définitive des entreprises minières et hydroélectriques de la zone, qui n'ont fait autre chose que provoquer le rejet de la population par leurs méthodes autoritaires et corrompues pour imposer leurs intérêts par la force.

Vous pouvez envoyer vos manifestations aux adresses suivantes:

Ministro de Gobierno Gustavo Larrea:
informacion@mingobierno.gov.ec
Consejo Provincial de Morona Santiago:
cpmorona@etapaonline.net.ec
Ministerio de Minas y Petroleos
(Ing. Jorge Alban Gomez):
lbenalcazar@menergia.gov.ec
Secretaria de Pueblos, Movimientos Sociales y Participacion Ciudadana
(Sra. Manuela Gallegos):
secretaria@secretariadepueblos.gov.ec
Merci d'envoyer une copie aux camarades, à l'adresse: mas_ecuador@yahoo.com

¹ Chiffres de Proyecto de Desarrollo Minero y Control Ambiental (PRODEMINCA), un organisme financé par la Banque Mondiale afin de « disposer d'un meilleur climat d'investissement dans le pays ».

² Tarquino Cajamarca Mariles et Aida Astudillo Duran sont membres du MAS, la section équatorienne de la LIT-QI.

Voici quelques extraits d'une lettre de la Coordination du District de Limón Indanza.

[...] 2.800.000 hectares des meilleures terres ont été bradés en concession aux transnationales minières. [...] Dans la Province de Morona Santiago, district de Limón Indanza, la Coordination de District pour la Défense de la Vie et de la Nature, et les membres de la Coordination Nationale ont entrepris des processus de surveillance et de contrôle des activités des entreprises transnationales minières [...] Le 6 mars, le coordinateur de district a organisé une mobilisation contre les entreprises Sipetrol et Hidroabanico. [...] Ces entreprises ont procédé de manière criminelle, mettant en risque la vie des manifestants, et utilisé des tueurs à gage pour produire un auto-attentat, en détruisant une partie des installations avec explosifs, afin d'accuser par la suite les dirigeants de la marche de terrorisme et sabotage. [...]

De cette façon, un cadre de persécution a été monté contre des militants et des défenseurs des droits humains, à travers des mécanismes judiciaires qui prétendent faire taire la protestation sociale avec la criminalisation la lutte populaire et des menaces contre la vie, des harcèlements et des campagnes de discrédit, avec le soutien des autorités locales. La population a soutenu massivement la protestation sociale et y a participé, grâce à une prise de conscience populaire acquise durant des années dans le district.

Coordination de District pour la Défense de la Vie et de la Nature - le 8 juin 2007

Voici l'édition 2007

Moi, Angelica Loja Cajamarca, de 11 ans, je suis en 5e année. Le motif de faire cette carte c'est parce que je veux exprimer le mal que je suis en train de passer mes vacances enfermées.

Je comprends pas pourquoi on me laisse pas sortir dans la rue pour jouer avec mes amis.

Je suis très triste, déjà que le samedi 30 (juin) quand j'allais prendre le bus, le 116 pour Dilbeek, la police nous a demandé des papiers, après ils nous ont contrôlés.

J'avais très peur, j'étais nerveuse parce que la police nous a dit de rentrer dans la voiture, après ils nous avait déclare (?), après ils nous ont fait rentrer dans une chambre qui était toute noire et horrible, sans fenêtre, maman elle était très nerveuse. Elle pleurait beaucoup parce que elle voulait sortir, elle avait peur de que la police nous nous ramènent en Equateur et moi j'avais très peur.

Je me sentais mal, je veux voir ma famille parce que en équateur j'ai pas de famille, Ma famille que j'ai ils sont à Bruxelles et si je vais en Équateur je dois travailler pour aider maman, et moi je veux être quelqu'un dans la vie.

Je sais que vous allez me sortir de là avec maman en liberté, J'ai très peur que on me ramène en Équateur.

Aidez-moi s'il vous plaît, moi j'ai des amis à l'école, et mon papa c'est le seul papa que j'ai dans la vie.

Ne me laissez pas sans papa.

Ce matin quand je me suis réveillée, je suis malade, j'ai la fièvre, j'ai mal à la tête, merci de votre compréhension.



Angélica a adressé cette lettre émouvante à la presse belge en juillet 2007, par l'intermédiaire de l'UDEP.

Elle nous rappelle Anne Frank qui, à peine plus âgée qu'Angélica, a relaté ce qu'elle a dû endurer entre le 12 juin 1942 et le 1er août 1944 sous la domination nazi, dans un journal qui est resté célèbre.

Le dessin est issu du journal *Le Soir* du 23/07/2007 (le jour après que Leterme confondait les paroles de la Brabançonne avec ceux de la Marseillaise).

Le combat continue : NON aux centres fermés !